

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Terrasse-Vaudreuil

Code géographique : 71075

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Ronald Kelley, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Terrasse-Vaudreuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-03-16 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil et de l'organisme qui est sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107 797

DATE 2015-03-16

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 100 416	2 167 312	2 158 780			2 158 780
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 790	22 280	20 299			20 299
Quotes-parts	3					187 919	
Transferts	4	150 885	10 324	18 235		774	19 009
Services rendus	5	88 185	79 140	88 098			88 098
Imposition de droits	6	83 052	53 617	81 379			81 379
Amendes et pénalités	7	3 409	5 000	2 096			2 096
Intérêts	8	23 832	10 000	20 407		1 081	21 488
Autres revenus	9	16 608	1 000	12 465			12 465
	10	2 487 177	2 348 673	2 401 759		189 774	2 403 614
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	695 979					
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	695 979					
	18	3 183 156	2 348 673	2 401 759		189 774	2 403 614
Charges							
Administration générale	19	590 128	567 773	541 355	5 491		546 846
Sécurité publique	20	457 710	452 851	475 461	41 844		517 305
Transport	21	312 240	286 932	289 446	38 628		328 074
Hygiène du milieu	22	648 941	652 572	673 422	144 319	148 571	778 393
Santé et bien-être	23	13 678	13 678	13 391			13 391
Aménagement, urbanisme et développement	24	56 934	68 594	76 536			76 536
Loisirs et culture	25	230 877	249 301	227 336	12 002		239 338
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	20 526	27 432	18 529		16 449	34 978
Amortissement des immobilisations	28	233 091	234 152	242 284	(242 284)		
	29	2 564 125	2 553 285	2 557 760		165 020	2 534 861
Excédent (déficit) de l'exercice	30	619 031	(204 612)	(156 001)		24 754	(131 247)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Excédent (déficit) de l'exercice	1	619 031	(204 612)	(156 001)	24 754	(131 247)
Moins: revenus d'investissement	2	(695 979)	()	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(76 948)	(204 612)	(156 001)	24 754	(131 247)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	233 091	234 152	242 284	44 894	287 178
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	233 091	234 152	242 284	44 894	287 178
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(48 370)	(79 540)	(42 007)	(48 470)	(90 477)
	18	(48 370)	(79 540)	(42 007)	(48 470)	(90 477)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(8 368)	()	(19 421)	(1 439)	(20 860)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	104 018		82 739		82 739
Excédent de fonctionnement affecté	21		50 000	50 000	1 117	51 117
Réserves financières et fonds réservés	22	(27 578)		(29 028)	(1 442)	(30 470)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	36		14	(176)	(162)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	68 108	50 000	84 304	(1 940)	82 364
	26	252 829	204 612	284 581	(5 516)	279 065
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	175 881		128 580	19 238	147 818

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	695 979					
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(2 791)	()	()	(2 387)	()	(2 387)
Sécurité publique	3	(46 321)	()	()	(1 241 336)	()	(1 241 336)
Transport	4	(251 954)	()	()	(101 419)	()	(101 419)
Hygiène du milieu	5	(385 726)	()	()	(4 064)	(2 718)	(6 782)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(38 170)	()	()	(11 289)	()	(11 289)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(724 962)	()	()	(1 360 495)	(2 718)	(1 363 213)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13				263 600		263 600
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	8 368			19 421	1 439	20 860
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	121 149			99 715		99 715
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17	26 501			8 743	1 279	10 022
	18	156 018			127 879	2 718	130 597
	19	(568 944)			(969 016)		(969 016)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	127 035			(969 016)		(969 016)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	619 031		(204 612)		(156 001)	24 754	(131 247)
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(724 962)	()	()	()	(1 360 495)	(2 718)	(1 363 213)
Produit de cession	3							
Amortissement	4	233 091		234 152		242 284	44 894	287 178
(Gain) perte sur cession	5							
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(491 871)		234 152		(1 118 211)	42 176	(1 076 035)
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	1 514					632	632
Variation des autres actifs non financiers	10	47 563				(65 881)	(3 744)	(69 625)
	11	49 077				(65 881)	(3 112)	(68 993)
	12	176 237		29 540		(1 340 093)	63 818	(1 276 275)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	176 237		29 540		(1 340 093)	63 818	(1 276 275)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(509 381)				(333 144)	(538 782)	(871 926)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(509 381)				(333 144)	(538 782)	(871 926)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(333 144)				(1 673 237)	(474 964)	(2 148 201)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	9 000	255 996	104 586	360 582
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	444 141	304 411	24 144	321 977
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	453 141	560 407	128 730	682 559
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	88 500	1 222 623		1 222 623
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	252 709	333 217	24 925	351 564
Revenus reportés (note 12)	13	25 196	36 331		36 331
Dette à long terme (note 13)	14	419 880	641 473	578 769	1 220 242
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	786 285	2 233 644	603 694	2 830 760
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(333 144)	(1 673 237)	(474 964)	(2 148 201)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	5 518 476	6 636 687	1 006 603	7 643 290
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	2 357	2 357	2 150	4 507
Autres actifs non financiers (note 17)	21	26 654	92 535	3 744	96 279
	22	5 547 487	6 731 579	1 012 497	7 744 076
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	275 973	222 099		222 099
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	139 864	110 149	100 551	210 700
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(641)	(627)	(835)	(208)
Financement des investissements en cours	26	(300 731)	(1 269 747)	(819)	(1 270 566)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	5 098 596	5 995 214	438 636	6 433 850
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	5 214 343	5 058 342	537 533	5 595 875

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	619 031	(156 001)	24 754	(131 247)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	233 091	242 284	44 894	287 178
Autres	3	-			
	4	-			
	5	852 122	86 283	69 648	155 931
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(174 435)	139 730	5 301	139 065
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	76 495	80 508	(9 705)	76 769
Revenus reportés	9	(481 820)	11 135		11 135
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	1 514		632	632
Autres actifs non financiers	13	47 563	(65 881)	(3 744)	(69 625)
	14	321 439	251 775	62 132	313 907
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(724 962)	(1 360 495)	(2 718)	(1 363 213)
Produit de cession	16				
	17	(724 962)	(1 360 495)	(2 718)	(1 363 213)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	()	()	()	()
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23		263 600		263 600
Remboursement de la dette à long terme	24	(48 370)	(42 007)	(52 286)	(94 293)
Variation nette des emprunts temporaires	25	88 500	1 134 123	(1 414)	1 132 709
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26			(971)	(971)
Autres	27				
-	28				
	29	40 130	1 355 716	(54 671)	1 301 045
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(363 393)	246 996	4 743	251 739
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	372 393	9 000	99 843	108 843
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	9 000	255 996	104 586	360 582

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Rémunération	1	744 733	724 714	743 633	44 159	787 792
Charges sociales	2	158 387	172 770	156 452	10 648	167 100
Biens et services	3	987 638	964 584	986 572	48 870	1 035 442
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	18 016	24 862	16 114	15 675	31 789
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				774	774
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	2 510	2 570	2 415		2 415
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	338 602	338 687	336 093		148 174
Autres	10					
Autres organismes	11	76 057	90 146	73 435		73 435
Amortissement des immobilisations	12	233 091	234 152	242 284	44 894	287 178
Autres						
- Dommages et intérêts	13	4 647	500	762		762
- Mauvaises créances	14	444	300			
-	15					
	16	2 564 125	2 553 285	2 557 760	165 020	2 534 861

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	2 167 312	2 158 780	2 100 416
Compensations tenant lieu de taxes	2	22 280	20 299	20 790
Quotes-parts	3			
Transferts	4	11 021	19 009	847 781
Services rendus	5	79 140	88 098	88 185
Imposition de droits	6	53 617	81 379	83 052
Amendes et pénalités	7	5 000	2 096	3 409
Intérêts	8	10 000	21 488	25 030
Autres revenus	9	1 000	12 465	16 608
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	2 349 370	2 403 614	3 185 271
Charges				
Administration générale	12	572 266	546 846	595 179
Sécurité publique	13	495 053	517 305	499 912
Transport	14	321 256	328 074	346 564
Hygiène du milieu	15	749 744	778 393	734 551
Santé et bien-être	16	13 678	13 391	13 678
Aménagement, urbanisme et développement	17	68 594	76 536	56 934
Loisirs et culture	18	279 309	239 338	259 267
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	44 912	34 978	42 994
	21	2 544 812	2 534 861	2 549 079
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(195 442)	(131 247)	636 192
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		5 727 122	5 090 930
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		5 727 122	5 090 930
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 595 875	5 727 122

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(195 442)	(131 247)	636 192
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	902 ) (	1 363 213 ) (	728 414)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	278 597	287 178	277 997
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	277 695	(1 076 035)	(450 417)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		632	1 367
Variation des autres actifs non financiers	10		(69 625)	47 563
	11		(68 993)	48 930
	12	82 253	(1 276 275)	234 705
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	82 253	(1 276 275)	234 705
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(871 926)	(1 106 631)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(871 926)	(1 106 631)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(2 148 201)	(871 926)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 360 582	108 843
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3 321 977	461 042
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 682 559	569 885
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11 1 222 623	89 914
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 351 564	274 795
Revenus reportés (note 12)	13 36 331	25 196
Dette à long terme (note 13)	14 1 220 242	1 051 906
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 2 830 760	1 441 811
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (2 148 201)	(871 926)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 7 643 290	6 567 255
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20 4 507	5 139
Autres actifs non financiers (note 17)	21 96 279	26 654
	22 7 744 076	6 599 048
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 5 595 875	5 727 122

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(131 247)	636 192
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	287 178	277 997
Autres			
-	3		
-	4		
	5	155 931	914 189
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	139 065	(162 423)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	76 769	73 755
Revenus reportés	9	11 135	(481 820)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	632	1 367
Autres actifs non financiers	13	(69 625)	47 563
	14	313 907	392 631
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 363 213)	(728 414)
Produit de cession	16		
	17	(1 363 213)	(728 414)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	263 600	
Remboursement de la dette à long terme	24	(94 293)	(96 113)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 132 709	88 762
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(971)	(5 464)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 301 045	(12 815)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	251 739	(348 598)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	108 843	457 441
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	360 582	108 843

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est organisée et existe en vertu des lois de la Province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La municipalité est responsable des activités municipales à caractère local.

La municipalité fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La municipalité est responsable d'environ 1,23% des sommes à répartir entre les municipalités.

La municipalité fait également partie de la Communauté métropolitaine de Montréal regroupant 63 municipalités. La Communauté métropolitaine de Montréal est un organisme de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences suivantes :

- l'aménagement du territoire
- le développement économique
- le logement social
- les équipements, les infrastructures, les services et activités à caractère métropolitain
- le transport en commun
- le réseau artériel métropolitain
- la planification de la gestion des matières résiduelles
- l'assainissement de l'atmosphère
- l'assainissement des eaux usées.

La Communauté métropolitaine de Montréal a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur le 1er janvier 2001. Les dépenses de la Communauté métropolitaine de Montréal, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. Au cours de l'exercice 2014, la municipalité a assumé une quote-part de 26 276 \$, incluant la contribution que la municipalité doit verser à son OMH à l'égard des logements à loyer modique, soit 10% du déficit d'exploitation en conformité avec le contrat conclu avec la Société d'habitation du Québec et l'office concerné.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe aux deux partenariats suivants : la Régie de l'eau de L'Île-Perrot et la Régie intermunicipale des équipements en loisir de l'Île-Perrot (RELIP).

Les comptes de la municipalité et de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie de l'eau de l'Île-Perrot pour l'exercice est de 7,68 % pour la consommation et de 6,01 % pour les débits réservés alors qu'il était respectivement de 8,07 % et 6,01 % en 2013.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale des équipements en loisir de L'Île-Perrot pour l'exercice est de 5,08%.

Les comptes de cette régie ne sont pas consolidés car les soldes ne sont pas significatifs par rapport à la quote-part déjà incluse dans les états financiers.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression Administration municipale utilisée réfère à la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil excluant l'organisme qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

C) Actifs financiers

S/O

D) Actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes, les périodes et les taux suivants:

Infrastructures	Linéaire	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	15, 30 et 40 ans
Véhicules	Linéaire	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	10 ans
Véhicules - Régie de l'eau de l'Ile-Perrot	Dégressif	30 %

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participent la municipalité et la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	25 331	17 214
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	103 797	135 665
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	106 372	181 228
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	69 616	112 108
Organismes municipaux	8		131
Autres			
- Entreprises et individus	9	35 939	23 460
- Intérêts courus	10	6 253	8 450
	11	321 977	461 042
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	17 703	21 519
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	17 703	21 519
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 782	1 782
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	29 727
Autres régimes (REER et autres)	31	6 690
Régimes de retraite des élus municipaux	32	10 872
	33	47 289
		29 499
		4 039
		11 346
		44 884

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
La municipalité a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes autorisée à 200 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2014, cette marge de crédit n'était pas utilisée (solde de 88 500 \$ en 2013).		
De plus, au cours de l'exercice, la municipalité a négocié une nouvelle marge de crédit autorisée à 1 375 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2014, cette marge était utilisée au montant de 1 222 623\$. Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.		

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	100 806	115 490
Salaires et avantages sociaux	38	93 713	103 929
Dépôts et retenues de garantie	39	120 720	28 917
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	23 382	12 506
- Intérêts courus dette LT	43	8 314	9 208
- Autres courus et passifs	44	4 629	4 745
-	45		
-	46		
	47	351 564	274 795

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014	2013
<hr/>			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	31 213	19 221
Transferts	49		
Autres			
- Excédent actuariel CARRA	50	2 926	5 975
- Autres	51	2 192	
	52	36 331	25 196
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	7,49	2016	2035	53	1 218 285	1 045 671
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	8 858	12 165
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	1 227 143	1 057 836
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(6 901)	(5 930)
					63	1 220 242	1 051 906

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets				Autres dettes à long terme				Total 2014
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement			Location-acquisition	Autres			
2015	64	72	43 900	80	50 646	89	1 670	97	96 216
2016	65	73	45 600	81	38 152	90		98	83 752
2017	66	74	29 200	82	39 179	91		99	68 379
2018	67	75	30 415	83	40 261	92		100	70 676
2019	68	76	27 300	84	37 809	93		101	65 109
2020 et +	69	77	456 200	85	379 623	94	7 188	102	843 011
	70	78	632 615	86	585 670	95	8 858	103	1 227 143
Intérêts et frais accessoires				87				104	
	71	79	632 615	88	585 670	96	8 858	105	1 227 143

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106 (2 148 201)	(871 926)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109 (2 148 201)	(871 926)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	2 265 024	138	744 323	165		192	3 009 347
Eaux usées	111	3 590 266	139	103 443	166	773 697	193	2 920 012
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	729 803	140	353 416	167	366 764	194	716 455
Autres	113	2 024 589	141		168	447 301	195	1 577 288
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	313 893	143		170	61 990	197	251 903
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	869 236	145	1 279	172	24 863	199	845 652
Ameublement et équipement de bureau	118	68 189	146	10 277	173	38 529	200	39 937
Machinerie, outillage et équipement divers	119	186 359	147	10 988	174	37 299	201	160 048
Terrains	120	317 109	148		175		202	317 109
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>10 364 468</u>	150	<u>1 223 726</u>	177	<u>1 750 443</u>	204	<u>9 837 751</u>
Immobilisations en cours	123	<u>1 132 853</u>	151	<u>139 487</u>	178		205	<u>1 272 340</u>
	124	<u>11 497 321</u>	152	<u>1 363 213</u>	179	<u>1 750 443</u>	206	<u>11 110 091</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	713 566	153	78 318	180		207	791 884
Eaux usées	126	1 529 154	154	107 697	181	773 697	208	863 154
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	559 567	155	18 055	182	366 764	209	210 858
Autres	128	1 450 059	156	7 201	183	447 301	210	1 009 959
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	215 750	158	6 300	185	61 990	212	160 060
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	309 758	160	49 106	187	24 863	214	334 001
Ameublement et équipement de bureau	133	52 887	161	6 036	188	38 529	215	20 394
Machinerie, outillage et équipement divers	134	99 325	162	14 465	189	37 299	216	76 491
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>4 930 066</u>	164	<u>287 178</u>	191	<u>1 750 443</u>	218	<u>3 466 801</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>6 567 255</u>					219	<u>7 643 290</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	84 046	2 187
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	237	5 472	10 944
- Maintien de l'inventaire	238	6 761	13 523
	239	96 279	26 654

Note**18. Obligations contractuelles**

Enlèvement de la neige

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée de trois ans échéant en 2017 pour l'enlèvement de la neige. Les versements nets à effectuer relativement à ce contrat au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

2015	56 693 \$
2016	56 693 \$
2017	45 355 \$

Enlèvement et destruction des ordures

La municipalité a signé un contrat d'une durée de trois ans échéant en 2016 pour l'enlèvement et la destruction des ordures au montant total net de 173 400\$, redevances en sus. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants:

2015	86 700 \$
2016	86 700 \$

Plan de prévention incendie

La municipalité a accepté l'offre de services du Plan de prévention incendie du service de Sécurité incendie de l'île-Perrot pour une période de 5 ans, soit du 17 juin 2011 au 17 mai 2016 au montant annuel de 12 000 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S/O

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 360 582	108 843
Découvert bancaire	241 ()	()
Placements temporaires	242	
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
-	247 ()	()
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253 360 582	108 843

Note**24. Emprunts temporaires de la Régie**

La régie a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit autorisée à 12 587 900 \$. Cette dernière porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2014, cette marge de crédit n'était pas utilisée (0 \$ en 2013). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Emprunts temporaires de la Régie

Au 31 décembre 2013, une somme de 23 535 \$ était utilisée relativement à un règlement d'emprunt maintenant fermé.

De plus, la régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 500 000 \$. Au 31 décembre 2013 et 2014, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 222 099	275 973
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 210 700	222 131
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (208 ) (	( 370)
Financement des investissements en cours	4 (1 270 566)	(301 550)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 6 433 850	5 530 938
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 5 595 875	5 727 122

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Budget 2014	8		50 000
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17		50 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Régie de l'eau de l'Île-Perrot	18	84 031	65 910
-	19		
-	20		
	21	84 031	65 910
Réserves financières			
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	28	119 107	100 513
Fonds parcs et terrains de jeux	29		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	7 562	5 672
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32		36
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
-	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38	126 669	106 221
	39	210 700	222 131

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (208) ()	(370)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 (208) ()	(370)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 () ()	()
	56 (208) ()	(370)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 (1 270 566) ()	(301 550)
	59 (1 270 566)	(301 550)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 7 643 290	6 567 255
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 7 643 290	6 567 255
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 1 220 242	1 051 906
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 6 901	5 930
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (17 703) ()	(21 519)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	()
	71 1 209 440	1 036 317
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 1 209 440	1 036 317
	74 6 433 850	5 530 938

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 2

Description des régimes et autres renseignements

Les régimes de retraite des employés de la municipalité et de la Régie de l'eau de l'Ile-Perrot dont la municipalité est membre, sont des régimes à cotisations déterminées. La dépense est représentée par la cotisation due par la municipalité et la régie en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux équivalent à 6,5 % et 7 % respectivement du salaire brut versé à l'employé.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89	<u>29 727</u>	<u>29 499</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

Deux employés bénéficient d'un régime enregistré d'épargne-retraite. L'employeur contribue selon les ententes contractuelles conclues avec les employés.

		<u>2014</u>		<u>2013</u>
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur	91	6 690		4 039

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

		<u>2014</u>		<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	94	9		9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2014</u>		<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM	95	2 323		2 486
Charge de l'exercice				
Contributions de l'employeur au RREM	96	7 823		8 377
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	3 049		2 969
	98	10 872		11 346

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dettes à long terme	1	641 473
---------------------	---	---------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 269 747
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	7 562
-------------------	---	-------

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

- Taxes perçues d'avance	12	25 468
--------------------------	----	--------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 878 190
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	558 611
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	2 436 801
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	58 507
---------------------------------	----	--------

Communauté métropolitaine	18	11 898
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	2 507 206
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 507 206
---	----	-----------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2014	2014	2014	2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 469 470	1 478 638	1 430 146
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	42 029	29 826	24 151
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 511 499	1 508 464	1 454 297
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	207 712	204 626	206 571
Égout	11	251 661	249 607	209 602
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	163 200	161 933	196 512
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	7 600	8 415	7 699
Service de la dette	18	25 640	25 735	25 735
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	655 813	650 316	646 119
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	655 813	650 316	646 119
	26	2 167 312	2 158 780	2 100 416

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33	12 216	11 166	11 169
Écoles primaires et secondaires	34	10 064	9 133	9 621
	35	22 280	20 299	20 790
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	22 280	20 299	20 790
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	22 280	20 299	20 790

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			16 812
Enlèvement de la neige	58	1 324	111	1 423
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		302	358
Réseau de distribution de l'eau potable	68		472	559
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	9 000	18 124	18 036
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	10 324	18 235	19 009
				37 188

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			106 761
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			508 820
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			80 398
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129			695 979

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			114 614
	138			114 614
TOTAL DES TRANSFERTS	139	10 324	18 235	19 009
				847 781

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	22 260	15 009	15 009
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	22 260	15 009	15 009
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	22 260	15 009	15 009
				17 190

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	5 250	6 259	12 662
Sécurité publique	183		6 000	6 000
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	800	885	1 132
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	800	1 284	800
Loisirs et culture	193	50 030	58 661	56 401
Réseau d'électricité	194			
	195	56 880	73 089	70 995
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	79 140	88 098	88 185
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	2 950	3 140	4 710
Droits de mutation immobilière	198	50 667	78 239	78 342
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	53 617	81 379	83 052
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	5 000	2 096	3 409
INTÉRÊTS	203	10 000	20 407	25 030
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			9 053
Autres contributions	210			
Autres	211	1 000	12 465	7 555
	212	1 000	12 465	16 608

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	108 009	99 569	1 827	101 396	101 396	100 407
Application de la loi	2	3 500	2 848		2 848	2 848	2 206
Gestion financière et administrative	3	402 028	409 368	3 664	413 032	413 032	391 968
Greffe	4						50 830
Évaluation	5	15 544	19 792		19 792	19 792	20 558
Gestion du personnel	6	28 866					12 800
Autres	7	9 826	9 778		9 778	9 778	16 410
	8	567 773	541 355	5 491	546 846	546 846	595 179
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	189 050	188 909		188 909	188 909	185 759
Sécurité incendie	10	260 284	274 833	41 844	316 677	316 677	310 187
Sécurité civile	11	282	8 608		8 608	8 608	293
Autres	12	3 235	3 111		3 111	3 111	3 673
	13	452 851	475 461	41 844	517 305	517 305	499 912
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	142 404	155 763	35 524	191 287	191 287	207 812
Enlèvement de la neige	15	52 158	51 563		51 563	51 563	51 720
Éclairage des rues	16	12 855	13 439	296	13 735	13 735	14 340
Circulation et stationnement	17	2 985	1 684		1 684	1 684	1 322
Transport collectif							
Transport en commun	18	76 530	66 997		66 997	66 997	68 232
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			2 808	2 808	2 808	3 138
	22	286 932	289 446	38 628	328 074	328 074	346 564

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	181 341	188 282	188 282	120 646	178 766
Réseau de distribution de l'eau potable	24	43 354	40 551	75 314	103 602	60 546
Traitement des eaux usées	25	210 271	226 580	316 337	316 337	193 860
Réseaux d'égout	26	59 729	70 509	90 308	90 308	116 118
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	52 396	52 190	52 190	52 190	66 497
Élimination	28	50 454	54 224	54 224	54 224	70 723
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	34 933	34 934	34 934	34 934	36 214
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	14 220				4 360
Traitement	32					
Matériaux secs	33	627	904	904	904	495
Autres	34					
Plan de gestion	35	5 247	5 248	5 248	5 248	6 972
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	652 572	673 422	144 319	817 741	778 393
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	13 678	13 391	13 391	13 391	13 678
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	13 678	13 391	13 391	13 391	13 678
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	56 391	64 437	64 437	64 437	48 347
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	12 203	12 099	12 099	12 099	8 587
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	68 594	76 536	76 536	76 536	56 934

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	44 537	44 197	3 258	47 455	47 455	44 356
Patinoires intérieures et extérieures	54	10 580	12 399		12 399	12 399	9 573
Piscines, plages et ports de plaisance	55	44 211	37 515	535	38 050	38 050	42 754
Parcs et terrains de jeux	56	109 363	89 346	8 209	97 555	97 555	122 643
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	4 573	7 748		7 748	7 748	5 718
Autres	59	12 650	12 958		12 958	12 958	14 608
	60	225 914	204 163	12 002	216 165	216 165	239 652
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	10 283	10 212		10 212	10 212	10 171
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	13 104	12 961		12 961	12 961	9 444
	66	23 387	23 173		23 173	23 173	19 615
	67	249 301	227 336	12 002	239 338	239 338	259 267
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	24 862	16 114		16 114	31 063	39 619
Autres frais	70					1 500	865
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	2 570	2 415		2 415	2 415	2 510
	73	27 432	18 529		18 529	34 978	42 994
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	234 152	242 284	(242 284)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107 797

DATE 2015-03-16

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>2 158 780</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10 <u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>2 158 780</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	2 158 780
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>2 158 780</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	57 880		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	8 415		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>66 295</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>2 092 485</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	187 480 700
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	187 529 900
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	187 505 300

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	2 092 485
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	187 505 300
Taux global de taxation réel de 2014	6	<input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="1"/> , <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="1"/> <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="1"/> <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="6"/> <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="0"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 793	3 793	286 049
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	271	271	99 677
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	101 419	101 419	251 954
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 185 436	1 185 436	25 587
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 593	2 593	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		1 279	
Ameublement et équipement de bureau	18	30 014	30 187	9 777
Machinerie, outillage et équipement divers	19	36 969	38 235	55 370
Terrains	20			
Autres	21			
	22	1 360 495	1 363 213	728 414

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23	3 793	3 793	286 049
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	271	271	99 677
Autres infrastructures	27	101 419	101 419	251 954
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	1 255 012	1 257 730	90 734
	34	1 360 495	1 363 213	728 414

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 045 671	263 600	90 986	1 218 285
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	12 165		3 307	8 858
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	1 057 836	263 600	94 293	1 227 143
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	7 543	181		7 724
Réserves financières et fonds réservés	10	5 672	1 890		7 562
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	72 059		23 876	48 183
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	951 043	261 529	66 601	1 145 971
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	1 036 317	263 600	90 477	1 209 440
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	21 519		3 816	17 703
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	21 519		3 816	17 703
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	21 519		3 816	17 703
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	21 519		3 816	17 703
	26	1 057 836	263 600	94 293	1 227 143
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	1 057 836	263 600	94 293	1 227 143

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1	500	500	500
Évaluation	2	15 063	19 569	20 091
Autres	3	16 042	16 024	20 920
Sécurité publique				
Police	4	12 989	13 655	12 849
Sécurité incendie	5	1 538	1 538	1 274
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	309	372	370
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	181 341	188 282	(4 742)
Matières résiduelles	12	54 400	40 182	47 546
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	13 678	13 391	13 678
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	17 520	17 520	14 200
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	12 203	12 099	8 587
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	13 104	12 961	9 444
Réseau d'électricité				
	24			
	25	338 687	336 093	148 174
				144 717

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	35,00	122 585	28 919	151 504
Professionnels	2	2,00	35,00	35 810	9 070	44 880
Cols blancs	3	13,00	35,00	158 505	35 579	194 084
Cols bleus	4	17,00	40,00	206 856	51 189	258 045
Policiers	5					
Pompiers	6	22,00	1,00	155 484	20 978	176 462
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	56,00		679 240	145 735	824 975
Élus	9	7,00		64 393	10 717	75 110
	10	63,00		743 633	156 452	900 085

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	18 235			18 235
	17	18 235			18 235

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	2 848	27		53	2 848	79		105	2 848	131
Évaluation	2	19 792	28		54	19 792	80		106	19 792	132
Autres	3	518 715	29	5 491	55	524 206	81	6 259	107	517 947	133
	4	541 355	30	5 491	56	546 846	82	6 259	108	540 587	134
Sécurité publique											
Police	5	188 909	31		57	188 909	83		109	188 909	135
Sécurité incendie	6	274 833	32	41 844	58	316 677	84	21 009	110	295 668	136
Sécurité civile	7	8 608	33		59	8 608	85		111	8 608	137
Autres	8	3 111	34		60	3 111	86		112	3 111	138
	9	475 461	35	41 844	61	517 305	87	21 009	113	496 296	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	155 763	36	35 524	62	191 287	88		114	191 287	140
Enlèvement de la neige	11	51 563	37		63	51 563	89		115	51 563	141
Autres	12	15 123	38	296	64	15 419	90		116	15 419	142
Transport collectif	13	66 997	39		65	66 997	91		117	66 997	143
Autres	14		40	2 808	66	2 808	92		118	2 808	144
	15	289 446	41	38 628	67	328 074	93		119	328 074	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	188 282	42		68	188 282	94		120	188 282	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	40 551	43	34 763	69	75 314	95	100	121	75 214	147
Traitement des eaux usées	18	226 580	44	89 757	70	316 337	96		122	316 337	148
Réseaux d'égout	19	70 509	45	19 799	71	90 308	97		123	90 308	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	106 414	46		72	106 414	98		124	106 414	150
Matières recyclables	21	35 838	47		73	35 838	99	785	125	35 053	151
Autres	22	5 248	48		74	5 248	100		126	5 248	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	673 422	52	144 319	78	817 741	104	885	130	816 856	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Santé et bien-être													
Logement social	157	13 391	172		187	13 391	202		217		13 391	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233	
Autres	159		174		189		204		219			234	
	160	13 391	175		190	13 391	205		220		13 391	235	
Aménagement, urbanisme et développement													
Aménagement, urbanisme et zonage	161	64 437	176		191	64 437	206	1 284	221		63 153	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222			237	
Promotion et développement économique	163	12 099	178		193	12 099	208		223		12 099	238	
Autres	164		179		194		209		224			239	
	165	76 536	180		195	76 536	210	1 284	225		75 252	240	
Loisirs et culture													
Activités récréatives	166	204 163	181	12 002	196	216 165	211	58 045	226		158 120	241	1 635
Activités culturelles													
Bibliothèques	167	10 212	182		197	10 212	212	616	227		9 596	242	
Autres	168	12 961	183		198	12 961	213		228		12 961	243	
	169	227 336	184	12 002	199	239 338	214	58 661	229		180 677	244	1 635
Réseau d'électricité													
	170		185		200		215		230			245	
	171	2 296 947	186	242 284	201	2 539 231	216	88 098	231		2 451 133	246	18 529

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 360 495	724 962
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 360 495	724 962

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	275 973	375 259
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	275 973	375 259
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	128 580	175 881
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(82 739)	(104 018)
Activités d'investissement	6	(99 715)	(121 149)
Excédent de fonctionnement affecté	7		(50 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(53 874)	(99 286)
Solde à la fin de l'exercice	12	222 099	275 973
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	50 000	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	50 000	
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(50 000)	
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		50 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(50 000)	50 000
Solde à la fin de l'exercice	22		50 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	89 864	88 787
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	89 864	88 787
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	29 028	27 578
Activités d'investissement	27	(8 743)	(26 501)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	20 285	1 077
Solde à la fin de l'exercice	31	110 149	89 864

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (641)	(677)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (641)	(677)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48 (14)	(36)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50 (14)	(36)
Solde à la fin de l'exercice	51 (627)	(641)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (300 731)	(427 766)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (300 731)	(427 766)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 (969 016)	127 035
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59 (969 016)	127 035
Solde à la fin de l'exercice	60 (1 269 747)	(300 731)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 5 098 596	4 558 355
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 5 098 596	4 558 355
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 896 618	540 241
Solde à la fin de l'exercice	67 5 995 214	5 098 596

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>215 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>215 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>215 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 | 5 | 5 | 9 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 | 5 | 5 | 9 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 8 | 9 | 9 | 2 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 8 | 7 | 9 | 7 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 8 | 9 | 1 | 5 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[2][1][5] , [0][0]	\$
Égout	2	[2][7][7] , [0][0]	\$
Eau et égout	3	[][][] , [][]	\$
Traitement des eaux usées	4	[][][] , [][]	\$
Matières résiduelles	5	[1][9][2] , [0][0]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][] , [][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe d'eau pour consommation excédant le niveau de consommation ordinaire	,7400	7	par mètre cube
Règlement #318	10,7439	3	
Règlement #359	8,4756	3	
Règlement #378	16,1212	3	
Règlement #379	4,7623	3	
Règlement #469	11,8582	3	
Règlement #614	,0128	1	
Règlement #615 et 615-1	,0067	1	
Règlement #625	,0030	1	
Eau piscine	75,0000	4	
Égout	16 488,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 74, 7ième Avenue
(no) (rue)
Terrasse-Vaudreuil J7V 3M9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-8120
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-1180
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@terrasse-vaudreuil.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Ronald Kelley

Téléphone (514) 453-8120
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-1180
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ron.kelley@terrasse-vaudreuil.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Ronald Kelley , atteste que le rapport financier consolidé de Terrasse-Vaudreuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-14 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Terrasse-Vaudreuil consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Terrasse-Vaudreuil détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (131 247) \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,1160 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-03-24 14:27:45

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Terrasse-Vaudreuil

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	2 487 177	2 348 673	2 401 759	189 774	2 403 614
Investissement	2	695 979				
	3	3 183 156	2 348 673	2 401 759	189 774	2 403 614
Charges	4	2 564 125	2 553 285	2 557 760	165 020	2 534 861
Excédent (déficit) de l'exercice	5	619 031	(204 612)	(156 001)	24 754	(131 247)
Moins : revenus d'investissement	6 (	695 979) () () () () (
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(76 948)	(204 612)	(156 001)	24 754	(131 247)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	233 091	234 152	242 284	44 894	287 178
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	48 370 ) (	79 540 ) (	42 007 ) (	48 470 ) (	90 477)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	8 368 ) (	) (	19 421 ) (	1 439 ) (	20 860)
Excédent (déficit) accumulé	12	76 476	50 000	103 725	(501)	103 224
Autres éléments de conciliation	13					
	14	252 829	204 612	284 581	(5 516)	279 065
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	175 881		128 580	19 238	147 818

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014	2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	444 141	304 411	321 977
Autres	2	9 000	255 996	360 582
	3	453 141	560 407	682 559
Passifs				
Dette à long terme	4	419 880	641 473	1 220 242
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	366 405	1 592 171	1 610 518
	7	786 285	2 233 644	2 830 760
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(333 144)	(1 673 237)	(2 148 201)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	5 518 476	6 636 687	7 643 290
Autres	10	29 011	94 892	100 786
	11	5 547 487	6 731 579	7 744 076
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	275 973	222 099	222 099
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	139 864	110 149	210 700
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	(641)) (	(627)) (	208) (
Financement des investissements en cours	15	(300 731)	(1 269 747)	(1 270 566)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	5 098 596	5 995 214	6 433 850
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	5 214 343	5 058 342	5 595 875

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Budget 2014	19		50 000
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28		50 000
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	84 031	65 910
	30	84 031	115 910
Réserves financières			
Fonds réservés	31		
	32	126 669	106 221
	33	210 700	222 131

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	1	2 100 416	2 167 312	2 158 780	2 158 780	
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 790	22 280	20 299	20 299	
Quotes-parts	3					
Transferts	4	150 885	10 324	18 235	19 009	
Services rendus	5	88 185	79 140	88 098	88 098	
Autres	6	126 901	69 617	116 347	117 428	
	7	2 487 177	2 348 673	2 401 759	2 403 614	
Investissement						
Taxes	8					
Quotes-parts	9					
Transferts	10	695 979				
Autres	11					
	12	695 979				
	13	3 183 156	2 348 673	2 401 759	2 403 614	

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	15 544	19 792		19 792	20 558
Autres	2	552 229	521 563	5 491	527 054	574 621
Sécurité publique						
Police	3	189 050	188 909		188 909	185 759
Sécurité incendie	4	260 284	274 833	41 844	316 677	310 187
Autres	5	3 517	11 719		11 719	3 966
Transport						
Réseau routier	6	210 402	222 449	35 820	258 269	275 194
Transport collectif	7	76 530	66 997		66 997	68 232
Autres	8			2 808	2 808	3 138
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	494 695	525 922	144 319	670 241	549 290
Matières résiduelles	10	157 877	147 500		147 500	185 261
Autres	11					
Santé et bien-être	12	13 678	13 391		13 391	13 678
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	56 391	64 437		64 437	48 347
Promotion et développement économique	14	12 203	12 099		12 099	8 587
Autres	15					
Loisirs et culture	16	249 301	227 336	12 002	239 338	259 267
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	27 432	18 529		18 529	42 994
Amortissement des immobilisations	19	234 152	242 284	(242 284)		
	20	2 553 285	2 557 760		2 557 760	2 534 861
						2 549 079

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3